

Rapport du Comité de vigilance de la Démocratie en Tunisie

Mission d'observation des élections législatives et présidentielles (anticipées) 2019

Dès le début du soulèvement des populations tunisiennes, le Comité de Vigilance pour la démocratie en Tunisie (CVDTunisie) s'est fixé pour objectif d'accompagner le processus démocratique qui s'en est suivi. Dans cette optique, en partenariat avec la Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme, le Collectif Liégeois d'Appui aux Révolutions Arabes et l'Union Liégeoise pour la Défense de la Paix, le CVDTunisie avait déjà participé à des missions d'observation des élections à l'Assemblée constituante 2011, des élections législatives et présidentielles 2014 et des élections municipales tunisiennes de 2018.

En 2019, le CVDTunisie a souhaité poursuivre cet accompagnement en collaborant avec les membres de la société civile belge et tunisienne. Ainsi, notre dernière mission aura eu un très fort caractère international, en regroupant à la fois des citoyens belges et tunisiens, et notamment des jeunes, désireux de soutenir et d'observer de près le processus de transition démocratique en Tunisie¹. Notre mission s'est inscrite dans le court-terme (observation des activités de campagne des candidats et des partis politiques, observation des opérations de vote et de dépouillement), et en toute impartialité. Concrètement, nous avons préfiguré notre mission en deux phases :

- Une première phase à travers l'observation du processus électoral présidentiel et législatif, à la fois en Belgique (pour les Tunisiens de l'étranger) et en Tunisie, dans les bureaux de vote. Des communiqués de presse ont été publiés après chaque étape de ce processus (1^{er} et 2^e tour des élections présidentielles, au lendemain des législatives, etc.) ;
- Une deuxième phase à travers la publicisation et l'exposition de nos observations à un public plus large, en particulier à la population d'origine tunisienne en Belgique, sur l'importance de créer et de maintenir des liens de solidarité avec la Tunisie. Cela se fera par l'organisation d'une série de conférences et de témoignages en partenariat avec des associations et des syndicats en Belgique, en vue d'informer leurs publics sur le processus électoral en Tunisie et la transition démocratique qui y est en cours.

Le CVDTunisie est ainsi fidèle à la fois à sa mission de veille, d'interpellation, ainsi qu'aux valeurs qu'il défend, notamment la défense des droits humains fondamentaux et de la démocratie. À cet effet, pour représenter notre association lors de notre déplacement en Tunisie du vendredi 4 au mardi 8 octobre 2019, notre délégation était composée de 26 personnes rassemblant des personnalités belges et tunisiennes. Ainsi, nous avons bénéficié d'un regard très diversifié sur base des qualités et des spécificités de chacun·e (universitaires, étudiants, syndicalistes, travailleurs, juristes, etc).

Durant les élections législatives du dimanche 6 octobre, cette délégation composée d'observateurs à la fois fixes et mobiles s'est déployée sur les villes de Tunis, Sousse et Hammamet afin d'observer le processus électoral. Sur les 90 bureaux où la mission d'observation fut effectuée, la délégation a confirmé que la journée de vote s'était déroulée dans la plus grande sérénité et dans le respect de la loi électorale, malgré un taux de participation très bas de la tranche 25-32 ans de la population.

Si aucun incident majeur n'a été constaté dans la grande majorité des bureaux visités, il est important de signaler que le président de l'un de ces bureaux, à l'Ecole Primaire Ksar Said 1 sur la circonscription de Tunis 2, a empêché le CVDTunisie de mener à bien sa mission. Son motif étant de n'accepter qu'une pièce d'identité tunisienne des observateurs belgo-tunisiens présentant leur carte d'identité belge.

Par ailleurs, la délégation du CVDTunisie a organisé plusieurs rencontres avec la société civile tunisienne. Ainsi, nous avons eu des échanges très intéressants avec :

- Monsieur **Jamel Msallem**, Président de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH) ;
- Monsieur **Fadhel Moussa**, Maire de l'Ariana, et la Maire-adjointe, Madame **Nihel Ben Amor** ;
- Monsieur **Youssef Seddik**, Philosophe, anthropologue et islamologue tunisien ;
- Monsieur **Habib Kazdaghli**, Doyen de la faculté des lettres, arts et humanités de La Manouba ;
- Madame **Riahi** pour Terre d'Asile Tunisie, section tunisienne de France Terre d'Asile ;
- Monsieur **Abderrahmane Hedhili**, Président du Forum tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) ;
- S.E.M **Christophe de Bassompierre**, Ambassadeur de Belgique en Tunisie ;

¹ Cela a été possible grâce au soutien du Bureau International Jeunesse (BIJ) que nous remercions chaleureusement. Nous avons également été soutenus par la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme.

- Monsieur Saelens Christian, Délégué général Wallonie-Bruxelles à Tunis.

Nous avons également été mis en contact avec des représentantes de l'Union Générale des Étudiants de Tunisie (UGET) et de l'Union des Diplômés Chômeurs (UDC). Une visite des locaux de la Radio Jawhara FM à Sousse eut également lieu. Enfin, nous avons assisté activement aux conférences de presse de l'ISIE au Centre médiatique des élections tunisiennes 2019.

Irrégularités observées durant les élections présidentielles et législatives de 2019

En Belgique, d'importantes irrégularités ont été observées par le CVDTunisie dans le processus électoral des élections présidentielles tunisiennes de 2019.

Les lieux prévus pour les bureaux de vote annoncés lors de la campagne d'inscription ont changé une semaine avant le scrutin présidentiel, sans que les citoyens tunisiens résidant en Belgique ne soient prévenus. Ces imprévus ont sans doute ajouté des difficultés à la mobilisation des électeurs. En effet, il est interpellant que des bureaux de vote aient été supprimés une semaine avant les élections, ou qu'aient été modifiées des adresses (comme à Anvers), à nouveau sans prévenir les électeurs. Par ailleurs, aucune convocation ne fut envoyée aux électeurs inscrits.

Le CVDTunisie relève avec inquiétude que le local d'une association à Charleroi figure parmi les lieux de vote en violation des articles 120 et 121 de la loi électorale. En effet, les éléments que nous possédons motivent nos inquiétudes et justifient notre appel à l'ISIE de retirer ledit local de la liste des bureaux de vote. Il se trouve que le président de cette association est aussi le délégué de l'IRIE - Circonscription des deux Amériques et du reste de l'Europe en Belgique et au Luxembourg. Par ailleurs, une partie de ses adhérents sont aussi membres des bureaux de vote en Belgique et sont connus pour leur sympathie et leur soutien à un parti politique.

Une telle pratique a largement sévi du temps de la dictature, où les locaux des amicales de l'ancien RCD se transformaient en bureaux d'un « vote orienté », et permettaient l'organisation d'un « simulacre d'élections ». Ce temps est bel et bien révolu, et les bénéficiaires de la démocratie naissante en Tunisie exigent l'élimination de cette forme d'expression partisane. Nous appelons les responsables de l'ISIE et leur président à empêcher que ce genre de pratiques malhonnêtes ne se répètent à l'avenir, et d'être les garants de la neutralité des membres des bureaux de vote.

Nous invitons l'ISIE à diligenter une enquête afin de remédier immédiatement à ces dérives. C'est ce qui fut rappelé par un représentant du CVDTunisie-Belgique à la conférence de presse de l'ISIE, où plusieurs sujets furent abordés :

- Les raisons de l'absentéisme à l'étranger ;
- L'absence de toute communication proactive de l'ISIE vers les Tunisiens résidant à l'étranger afin de les encourager à se rendre aux urnes ;
- La liste électorale des Tunisiens à l'étranger ;
- La liste des bureaux d'inscription des Tunisiens résidant à l'étranger ;
- L'alerte sur de graves irrégularités constatées en Belgique ;
- Manque d'une formation adéquate aux membres des bureaux de vote en Belgique.

Rencontres et échanges avec la société civile de Tunisie, et sa jeunesse

La mission du CVDTunisie ne s'est pas limitée à observer les élections. Nous avons également souhaité situer et prendre connaissance du contexte dans lequel elles se sont déroulées, afin de comprendre les enjeux actuels en Tunisie. Cela n'a été possible qu'en allant à la rencontre des Tunisiens et de sa très riche société civile.

Des échanges ont également pu avoir lieu entre jeunes belges et tunisiens, au sein de notre délégation, mais aussi lors des rencontres qui ont été faites avec des représentants des organisations rassemblant la jeunesse tunisienne comme l'UGET (Union générale des étudiants de Tunisie). Les autres rencontres avec la société civile de Tunisie se sont faites à différents moments de notre mission d'observation, à la veille et au lendemain de la journée électorale du 6 octobre 2019.

Rencontre avec le professeur Habib KAZDAGHLI

Dès le premier jour, au lendemain de notre arrivée en soirée, une partie de notre délégation s'est rendue à Sousse, pour aller visiter les locaux de la radio Jawhara FM. Il était très intéressant d'aller voir de près comment fonctionnait un média tunisien, et à quel point leurs journalistes tâchaient de respecter l'équité journalistique fixé par l'HAICA (Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle) dans le traitement de l'information sur les élections présidentielles et législatives.

Ensuite, la première rencontre du 5 octobre s'est faite avec **Habib KAZDAGHLI**, historien spécialiste de l'époque contemporaine et doyen de la Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de l'Université La Manouba à Tunis. Il nous a permis de bien saisir le contexte des élections 2019 qui, pour lui, était très différent de celles de 2014.

En effet, les élections législatives de 2014 précédaient les élections présidentielles, ce qui n'a pas été le cas en 2019, car suite au décès de l'ancien président, les élections présidentielles ont été anticipées. Par ailleurs, la Tunisie sortait d'une législature chaotique due à la série d'attentats et d'assassinats qui ont touché la Tunisie en 2013 et 2015. Il y eut même une tentative de créer un émirat au sud du pays.

Le système législatif parlementaire a donc été « aménagé » en Tunisie depuis 2014. Le président de la République, grâce à sa forte personnalité, a relevé l'importance des élections présidentielles pour les Tunisiens, peut-être plus que les élections législatives. Le taux de participation au premier tour des élections présidentielles aura été de 49%, pour seulement 39% aux élections municipales de 2018. Enfin, 200.000 sur 600.000 votants inscrits ont voté pour la première fois.

Ainsi, plus de 40 candidats se sont présentés aux élections présidentielles, actant la division totale des forces politiques traditionnelles en Tunisie. Dès lors, les deux candidats qui couraient pour le second tour étaient des « indépendants » :

- Candidat arrivé en tête du premier tour avec 18% des suffrages exprimés : **Kais SAIED**, professeur de droit constitutionnel, perçu comme quelqu'un de « très intègre » ;
- Candidat arrivé derrière lui avec 10,5% des suffrages exprimés : **Nabil KAROUÏ**, un homme d'affaires, propriétaire d'une importante chaîne de télévision « Nessma », et qui fut incarcéré juste avant le début de la campagne des élections présidentielles pour blanchiment d'argent. On le surnomme également le « Berlusconi tunisien » ou le candidat « Macaroni ».

Le professeur Habib Kazdaghli nous a présenté son point de vue. Selon lui, les candidats « antisystèmes » avaient conquis le « système » en Tunisie, ou étaient en voie d'y parvenir. Cette situation fut d'autant plus surprenante que les Tunisiens eurent droit à trois semaines de campagne électorale peu conventionnelles, depuis les résultats du premier tour des élections présidentielles.

En effet, un des deux candidats du second tour, Nabil Karoui, s'est retrouvé en prison, et a déclaré qu'il ne ferait pas campagne tant qu'il n'obtiendrait pas sa libération. Entretemps, sa chaîne de télévision s'était vu retirer sa licence par l'HAICA pour propagande électorale excessive et non-respect de l'équité dans le traitement de l'information sur les élections présidentielles et législatives. De son côté, Kais Saied a aussitôt déclaré qu'il ne ferait pas non plus campagne par soucis d'équité... Cette situation a fini par changer à quatre jours du second tour, et les Tunisiens ont pu bénéficier d'un débat télévisé entre les deux candidats avant de se rendre aux urnes.

Quant aux élections législatives, plus de 1506 listes furent déposées, rassemblant 15.000 candidats sur l'ensemble du territoire tunisien, et ce pour seulement 217 sièges à l'Assemblée nationale à la clé. Pour le professeur Habib Kazdaghli, il n'y a pas eu de véritable campagne électorale, si ce n'est la distribution de tracts, l'organisation de meetings, ou certaines interventions médiatiques.

Les partis politiques n'ont pas présenté de programme clair. Lors des dernières élections, il y avait eu une opposition forte entre les « modernistes » et les « conservateurs ». En 2019, le champ politique divisait davantage entre ceux dont l'objectif était de préserver le système instauré depuis 2011 et ceux qui, au contraire, entendaient le changer. Cette confrontation permit à l'un ou l'autre camp de se qualifier de « révolutionnaires », et d'accuser les autres de représenter les « contre-révolutionnaires ».

Aujourd'hui, la famille moderniste, comprenant à la fois les forces progressistes et les partisans de l'ancien régime de Ben Ali (tous opposés aux islamistes d'*Ennahdha*), est complètement divisée. Tout d'abord, la rivalité entre le Premier-Ministre sortant et son Ministre de la Défense, qui étaient tous les deux candidats aux élections présidentielles, a divisé

le parti politique qui était jusqu'à présent au pouvoir : *Nidaa Tounes*. Depuis 2016, trois scissions successives l'avaient déjà fort affaibli. C'est également le cas du *Front populaire*, se voulant représenter la gauche tunisienne, qui s'est lui aussi divisé en trois fractions à l'occasion des élections présidentielles et législatives de 2019.

Enfin, les jeunes Tunisiens ne se sont pas rendus en nombre aux urnes pour les élections présidentielles, ce qui selon le professeur Habib Kazdaghli symbolise le grand paradoxe du contexte politique de la Tunisie d'aujourd'hui, étant donné que la mobilisation de la jeunesse tunisienne est à géométrie variable. Là où ils étaient les premiers à se révolter, à l'instar de 2011 lors de la chute du dictateur Ben Ali, ils étaient les derniers à aller s'inscrire pour aller voter en 2019. Néanmoins, l'on a pu constater un large intérêt de la jeunesse pour la figure intègre que représente Kais Saïed.

Pourtant, d'après Habib Kazdaghli, Kais Saïed n'avait pas de programme économique pour la Tunisie, et ne proposait que des solutions politiques comme sa volonté de changer la Constitution. Pour cela, il devrait avoir le soutien des deux tiers de l'Assemblée nationale, à savoir 105 députés, et vu l'éclatement de la représentation politique attendue lors des résultats des élections législatives, rien ne prédisait sa victoire. Quel était l'objectif de changer la Constitution ? Kais Saïed déclarait vouloir permettre au « peuple » de plus pouvoir s'exprimer et décider et ce, sur tous les sujets de société.

À cet égard, il souhaitait instaurer des comités populaires afin de créer une plus large Assemblée nationale. Saïed défendait déjà ces positions auparavant, lors des travaux de l'Assemblée constituante, dont la nouvelle Constitution a été mise en application depuis le 1^{er} janvier 2014. Il souhaitait d'une certaine manière remettre en question l'aboutissement de ces travaux.

On retrouve un rejet important d'une partie des forces politiques en Tunisie, à l'instar des islamistes d'*Ennahdha*, des projets de société émis par la Constitution et à la suite des toutes premières élections législatives de 2014... Tandis que le succès des « antisystèmes » se traduit souvent par un discours allant à l'encontre de l'État, lequel est considéré dysfonctionnel aux yeux d'une majorité de Tunisiens. Les promesses de changement lors de la Révolution de 2011 n'avaient pas été tenues.

À la veille des élections présidentielles, la situation était assez complexe car on ne pouvait s'imaginer que Nabil Karoui pouvait être élu puisqu'il avait été condamné par la justice (magistrats et juges) à réclusion. Cette question ne s'est plus posée à quelques jours du scrutin final, mais elle aura bien hanté la campagne électorale, la rendant silencieuse pendant plusieurs semaines.

En ce qui concerne les islamistes d'*Ennahdha*, ils se sont présentés lors de la campagne comme ayant fait le choix de la convergence jusqu'à présent dans leur implication dans les changements institutionnels de la Tunisie, reconnaissant que cela avait été un échec de se maintenir dans cette dynamique de « convergence ». En effet, ils avaient activement participé, avec le plus grand groupe parlementaire, à l'élaboration de la Constitution dans les travaux de l'Assemblée constituante dès 2011, et il avait également été dans différents gouvernements avec d'autres forces politiques traditionnelles. Pendant la campagne, ils se disaient « révolutionnaires », et prêts à modifier la Constitution.

Le professeur Habib Kazdaghli a souhaité conclure notre entrevue en rappelant l'importance de l'indépendance économique de la Tunisie, qui est au centre de deux contestations aujourd'hui :

- Les projets de la Révolution de 2011 n'ont pas encore porté ses fruits, pour beaucoup de Tunisiens, surtout chez les plus jeunes.
- La Révolution de 2011 n'a pas tellement changé la société tunisienne, il y a toujours autant de chômage que sous l'ancien régime de Ben Ali.

Il estime donc que le champ économique a été sacrifié après la Révolution, mais toujours selon lui, les changements sociétaux post-révolutionnaires prennent du temps. La Tunisie n'est pas obligée de procéder comme ce qui a pu se faire en France ou ailleurs.

Rencontre avec la Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH)

Au lendemain des élections législatives, la délégation du CVDTunisie est allée rencontrer le président de la Ligue tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme (LTDH) - **Jamel MSALLEM** - et son équipe. Ce dernier nous accueille en petite « gueule de bois » de la veille, au vu des résultats des élections : *Ennahdha* redevient le premier parti avec 52

sièges, suivie de *Qalb Tounes*, le parti de Nabil Karoui, avec 14 sièges. Un membre de la LTDH a été élu dans le Sud à travers une liste indépendante.

La LTDH avait déjà procédé, comme elle le pouvait, à l'observation des élections quand celles-ci se déroulaient sous le régime Ben Ali. Les scrutins étaient trafiqués et on annulait les résultats pour d'autres listes concurrentes à celles du pouvoir. La Tunisie a bien changé depuis lors, à ce niveau-là.

Depuis 2011, la LTDH a constitué un observatoire pour les élections en Tunisie en lien avec l'Union européenne. Pour les élections de 2019, plus de 160 observateurs ont été mobilisés par la LTDH, et un focus particulier fut à la fois mis sur la lutte contre les discours haineux et pour le respect des procédures électorales (constitutions de liste par exemple).

Parmi la société civile, l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) a, elle aussi, pour la première fois, participé à l'observation des élections tunisiennes de 2019 : avec plus de 4000 observateurs déployés lors des élections présidentielles, et entre 7000 et 8000 lors des élections législatives.

Aujourd'hui, le contexte s'annonce toujours plus difficile en Tunisie en termes de stabilité politique. Toute élection est toujours une leçon. On remarque la naissance d'une multitude de partis indépendants. Les partis de gauche ont accusé une défaite cuisante lors des dernières élections législatives, puisqu'ils ont perdu l'ensemble de leurs 15 sièges à l'Assemblée nationale.

La LTDH ne va pas pour autant suspendre ses missions, quand bien même elle reste très déçue des résultats. Une charte est en cours de rédaction, sur la migration en Tunisie, et sur le respect des Droits de l'Homme. Elle sera soumise aux nouveaux élus de l'Assemblée nationale.

La LTDH travaille également beaucoup avec les jeunes sur les questions économiques et sociales au niveau des Droits de l'Homme. Un grand paradoxe sous-tend la Tunisie depuis 2011, avec une migration importante des jeunes qui quittent la Tunisie. Cette migration est continue, quelques soient les gouvernements successifs, des jeunes tunisiens vers l'Europe, dont nombreux sont ceux qui sombrent dans la Méditerranée... En effet, il y a un nombre important de chômeurs chez les jeunes : plus de 250.000 diplômés chômeurs. Dès lors, un manque de confiance et une méfiance s'exprime à chaque élection, où il y avait déjà une forte abstention aux élections municipales de 2018. La « sanction » est donc permanente envers les partis qui n'arrivent pas à les représenter.

Ainsi, d'après la LTDH, le débat autour de la transition démocratique en Tunisie s'articule très fortement sur le fait que celle-ci ne répond pas aux acteurs de la Révolution de 2011, à savoir la jeunesse : les droits économiques et sociaux sont bafoués... et la richesse produite n'est pas redistribuée. Aussi, la Tunisie emprunte constamment, ce qui reporte en permanence le problème économique du pays. Il faut impérativement un autre modèle de développement pour la Tunisie, ce que n'arrivent pas à proposer les différentes forces politiques. Pour la LTDH, il y a également une nécessité de renforcer la formation en politique et au civisme en Tunisie.

La LTDH estime qu'il est urgent de faire avancer les droits en Tunisie, mais elle n'est pas une organisation politique, ce qui limite son action. Dès lors, elle soutient toutes les initiatives qui convergent vers davantage de liberté que celle qui a d'ores-et-déjà été retrouvée à travers la transition démocratique en Tunisie, mais celle-ci nécessite du temps et de la maturité. Rien qu'en 2017, au moins 11.000 manifestations ont eu lieu en Tunisie sur l'inégalité territoriale et le chômage. Une coordination des protestations sociales et économiques est en cours de création, pour mieux rassembler les mouvements sociaux en Tunisie.

Au regard du contexte passé de la Révolution de 2011, une grande implication des organisations de gauche avait marqué une nouvelle ère, en soutien aux révoltes de la jeunesse des villes et des campagnes, mais aussi dans la création des Comités de la Révolution de 2011. Néanmoins, il n'y avait pas suffisamment de programme pour mener les objectifs de la Révolution à bien.

L'espoir avait été mis dans la transition démocratique en construction, mais nombreux sont les tunisiens, notamment les jeunes, qui estiment que tout cela relève d'un enfumage. Il faut regagner la confiance du peuple et des jeunes. C'est par la volonté politique qu'on peut changer la société.

Rencontre avec le maire et la vice-maire de l'Ariana : Fadhel MOUSSA et Nihel BEN AMOR

Un petit groupe de la délégation du CVDT Tunisie a eu l'opportunité de rencontrer le maire de l'Ariana, une localité au Nord de Tunis, qui revenait d'une grande rencontre internationale du « Droit à la ville », un sujet qui le préoccupe beaucoup, notamment en vue de la multiplication des droits à gérer et accorder auprès de ses administrés, ou encore le droit à la circulation pour tous. La discussion aura été centrée sur la vision du maire, élu en 2018 lors des premières élections municipales (libres) sur une liste indépendante, à la fois sur les politiques locales, et sur le contexte des élections tunisiennes de 2019, également au lendemain des élections législatives.

L'intérêt de cette rencontre nous permettait de saisir la victoire des « indépendants » aux élections municipales, avec notamment certains de leurs protagonistes. Mais qui sont les « indépendants » ? On peut tout à fait tomber parfois sur de véritable imposture, avec par exemple des listes fantoches islamistes qui se présentent mais qui servent les intérêts de la liste principale et majoritaire : *Ennahdha*. Tandis que les autres listes indépendantes ont été perçues comme plus proches des citoyens tunisiens.

D'après le maire Fadhel Moussa, il y a un besoin en Tunisie de procéder à plus de recherches de la part des sociologues et moins des économistes ou des juristes, afin de mieux comprendre les enjeux de société qui sont au centre des préoccupations des populations en Tunisie. Le travail sociologique sur le temps long permettrait une meilleure analyse des changements sociétaux et politiques en Tunisie, notamment au regard des élections.

Le rejet général des partis politiques n'a pas lieu qu'en Tunisie... On retrouve de plus en plus de mouvements non-partisans partout dans le monde, et des mutations importantes sont en train de s'opérer au niveau des clivages politiques. En Tunisie, il y a de fortes attentes de la classe sociale la plus démunie, mais aussi de la classe moyenne. L'hostilité envers les partis politiques augmente, et le populisme gagne les esprits. Les résultats aux élections sont plus positifs pour les indépendants.

La stabilité politique suite aux résultats des élections est encore difficile à envisager, notamment sur base de quelle majorité parlementaire et de quelles alliances politiques un gouvernement tunisien pourrait-il se constituer. *Ennahdha* et *Qalb Tounes* sont les forces politiques qui sont arrivées en tête des élections législatives, mais sans véritablement « gagner » car n'étant ni l'un ni l'autre majoritaire. Par exemple, *Ennahdha* connaît un effritement de son électorat en perdant sur leur propre terrain, parmi les populations du Sud qui ont moins voté pour eux que lors des dernières élections en 2014.

Pour le maire Fadhel Moussa, il n'y a aussi pas de véritable campagne entre les candidats du deuxième tour des élections présidentielles. Il trouve ce constat profondément anti-démocratique de ne pas saisir quels sont les projets sur lesquels les tunisiens doivent voter.

Concernant le manque de participation aux élections des jeunes (on parle de 5% de participation pour les élections législatives), Fadhel Moussa revient sur son expérience lors de l'Assemblée constituante (dont il était membre). Celle-ci avait été revendiquée par les jeunes, mais le système voulu qui en est ressorti a été déformé. Dès lors, on retrouve un certain paradoxe dans leur critique d'un « système » qu'ils ont eux-mêmes souhaité, ce qui amène au fatalisme sur le plan des solutions politiques. Ainsi, le maire a pu observer lors élections et sur les réseaux sociaux que plusieurs jeunes votants appelaient à « voter utile » pour contrer *Ennahdha* en votant *Qalb Tounes*.

La fin de la discussion aura permis un débat sur les alternatives démocratiques à envisager à travers les mouvements populaires et la démocratie participative. Le chapitre 7 de la Constitution tunisienne traite justement du champ décisionnel des pouvoirs locaux. Le maire et la vice-maire ont ensuite présenté leurs projets de partenariats locaux (dans l'éco-conseil, la gestion des déchets et de l'eau).

Rencontre avec le Forum tunisien des Droits économiques et sociaux (FTDES)

Le Forum tunisien des Droits économiques et sociaux (FTDES) lutte contre les inégalités sociales et économiques en Tunisie. Il constitue un groupe de militants (au moins dix personnes) qui, déjà avant 2010, soutient et accompagne les mouvements sociaux en Tunisie. Qu'il s'agisse de fermetures d'usine ou de secteurs de l'économie parallèle, le FTDES vient en aide à tous les travailleurs et aux mouvements sociaux en Tunisie, surtout ceux qui ne sont pas soutenus au départ par l'UGTT.

Après la Révolution de 2011, le FTDES a cherché une forme de légalisation dès 2012 et aide toujours aujourd'hui les mouvements sociaux à se transformer pour devenir des acteurs du changement social. Cela passe par une aide via des recherches, des études, mais aussi des formations, des conseils et un accompagnement militant et syndical dans les luttes sociales. Le FTDES a également été à la base du pilotage des Forums sociaux mondiaux de 2013 et 2015 qui se sont déroulés en Tunisie.

Ainsi, le FTDES sert de support et d'intermédiaire aux luttes et mouvements sociaux, pas seulement au niveau de la défense des travailleurs, mais aussi sur les questions migratoires et celles liées à l'environnement. Par ce soutien, ils permettent aux contestations de s'orienter vers des alternatives et de devenir des acteurs de la transition dont la Tunisie a besoin.

Le FTDES constitue également une forme d'observatoire des mouvements sociaux, en rédigeant un rapport mensuel puis annuel sur toutes les contestations qui sont apparues, et comment classer leurs revendications, afin de les regrouper et analyser sur comment répondre à leurs demandes et besoins. Des séminaires sont ensuite organisés, une mise en réseaux est effectuée pour mieux les aider, et des formations sont données sur comment négocier et obtenir gain de cause, ou en partie.

Dans la mise en réseau des mouvements sociaux, une Assemblée générale annuelle est organisée, ainsi qu'une Université annuelle. L'idée est de rassembler les mouvements sociaux qui sont jugés trop souvent sectaires et uniquement revendicatifs. Le FTDES leur permet des relais et une mise en coopération avec l'UGTT, par rapport au soutien dans les négociations que ces derniers peuvent apporter. Les membres fondateurs du FTDES sont pour la plupart des anciens syndicalistes enseignants de l'UGTT, et ils ont donc un bon réseau autour d'eux.

Le FTDES essaye de transmettre aux mouvements sociaux une vue macroéconomique des problèmes contre lesquels ils se battent, et de leur donner également une dimension politique, vers la défense d'un nouveau modèle économique de développement pour la Tunisie. Dès lors, le FTDES est en étude d'une série d'alternatives depuis deux ans et demi, et a permis la tenue d'un séminaire international les 23 et 24 juin 2019 pour y exposer leurs résultats ainsi qu'une synthèse, et la publication de plusieurs bulletins à destination du public. Les sujets abordés sont aussi variés que la sécurité alimentaire, le déficit énergétique et les plans d'énergie renouvelable, ou encore l'économie sociale. Pour y donner suite, une campagne d'exposition de leurs recherches est prévue en 2020, notamment pour que la société civile puisse se les approprier.

Le contexte des nouvelles élections et de leurs résultats, avec plus aucun élu de gauche, rend les choses plus difficiles pour le FTDES, et beaucoup de dossiers vont malheureusement rester bloqués. Mais ça n'est pas pour autant que le FTDES va abandonner son travail, il devra seulement redoubler d'efforts.

Pour le FTDES, les forces que rassemblent l'UGTT, la société civile et les mouvements sociaux en Tunisie n'ont pas d'impact électoral car on ne retrouve pas assez de propositions d'alternatives. Se limiter à une posture d'« antisystème » ne fera pas non plus évoluer les choses. Il faut pouvoir rester constructif.

Enfin, le FTDES estime qu'il y a trois problèmes principaux qui empêchent la Tunisie de se relever :

- La classe politique est complètement « pourrie » et liée aux affaires.
- La gauche est trop élitiste et s'organise plus à travers des « clubs » que dans des partis.
- Les mouvements sociaux sont trop spontanés, pas assez organisés, et trop sectaires.

Néanmoins, d'après le FTDES, les mouvements sociaux vont prendre de l'ampleur en Tunisie dans les années à venir, car ils représentent les « cellules vivantes dans un corps malade ».

Fraternisation, rencontre et échanges avec la jeunesse organisée en Tunisie

Les jeunes de la délégation du CVDTunisie, dont parmi eux des syndicalistes étudiants de Belgique, ont pris contact avec l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET) afin d'échanger longuement sur les visions qu'ils défendent sur l'enseignement, et comprendre quelles sont les difficultés que rencontrent les étudiants tunisiens. Ils ont également eu l'opportunité de partager leurs valeurs et leurs idées, ainsi que leur manière de s'organiser au sein de leurs syndicats étudiants. Ils ont pu envisager des collaborations futures et relayer leurs luttes respectives.

Les représentants de l'UGET nous ont exprimé leurs opinions sur le contexte des élections en Tunisie, et eux aussi, estiment que les enjeux économiques et sociaux restent inchangés. Cela n'aide pas à ce que la jeunesse croit aux partis politiques qui se présentent aux élections, leur promettant du changement en ce qui concerne le chômage et le manque de travail. Néanmoins, ils estiment qu'il est essentiel que la jeunesse continue à s'organiser et à s'engager pour obtenir des changements en Tunisie, comme lorsqu'ils ont permis de faire tomber le régime et la dictature de Ben Ali.

Un représentant de l'Union des Diplômés Chômeurs (UDC) nous a communiqué lui aussi que la jeunesse tunisienne ne croit plus aux partis politiques, ou qu'ils soient capables de pouvoir amener un changement en Tunisie. Telle est la raison majeure de l'abstention flagrante qu'on retrouve chez les jeunes. Les inégalités économiques et sociales sont toujours les mêmes qu'avant la Révolution de 2011, et aucun parti politique n'a de projet pour le futur de la Tunisie, tout comme les listes indépendantes.

C'est pourquoi la jeunesse ne s'exprime plus lors des élections, elle n'a plus confiance en la classe politique. Néanmoins, ce n'est pas pour autant qu'il faille perdre espoir à l'idée que les partis politiques puissent représenter le peuple tunisien, ou qu'ils puissent avoir un projet politique digne des changements nécessaires pour la Tunisie. L'abstention, notamment chez les jeunes, est donc un véritable sujet politique à considérer et à prendre en compte.

Analyse d'un jeune tunisien sur les résultats des élections présidentielles

Pour conclure, le CVDTunisie aimerait pouvoir partager l'avis d'un jeune tunisien sur les résultats du second tour des élections présidentielles du dimanche 13 octobre. L'ISIE a annoncé les résultats officiels suivant : Kais Saied l'a emporté avec 2 777 931 voix, soit 72,71 % des suffrages exprimés, face à Nabil Karoui qui n'a remporté que 1 042 894 voix, soit 27,29%.

« 72% des tunisiens ont voté contre la corruption ». Saied, malgré ses positions plutôt conservatrices, est un profil assez rare : il est le symbole de la droiture (mêlé à aucune affaire de corruption), professeur universitaire toute sa vie, très simple et proche du peuple, il a refusé le budget alloué par l'Etat aux différents candidats pour leurs campagnes, il n'est pas riche et il n'a pas de parti politique derrière lui...

Après, il est certain qu'il a profité un peu du vide, de l'absence de crédibilité des partis de gauche, de l'affaiblissement d'*Ennahdha* et de la corruption présumée ou avérée de certains de ses adversaires. Quand Nabil Karoui a été élu au deuxième tour des élections présidentielles alors qu'il était en prison, il a refusé de faire campagne et est resté chez lui par soucis d'équité. Par cela, il a gagné le respect de pas mal de tunisiens.

Au niveau de son programme, c'est assez idéaliste mais il ne complique pas trop les choses et prône surtout des idées qui ouvriront le débat :

- Une réforme institutionnelle avec une forme de démocratie directe sur le plan local (un modèle où le mandat des élus est révocable, à travers un système de comités populaires dans les régions). Ça n'est pas très réalisable sans un appui à l'Assemblée nationale mais c'est un modèle qui en a convaincu plus d'un.
- Plus de pouvoir et d'écoute au peuple, moins de proposition de sa part en tant que président.
- Il est en effet contre les débats sur le droit des homosexuels, la parité dans l'héritage et autres sujets qu'il estime futiles et loin des aspirations du peuple. Il croit en effet plus à une société de droit, où le droit vient de la société, qu'à un Etat droit où les normes et la morale sont imposées par le haut.
- Il a fait une campagne éducative plus qu'une campagne politique, et cela l'a beaucoup aidé.

Au final, malgré son absence de charisme, Saied a su imposer le respect et susciter une forme de tendresse chez les gens. Il a un côté sincère, intransigeant et très droit qui le présente quand-même comme un personnage charismatique. Enfin, comme beaucoup de commentateurs l'expliquent, le profil de son adversaire au deuxième tour des élections présidentielles l'a aussi beaucoup aidé...

Le CVDTunisie estime que les objectifs de sa mission d'observation des élections législatives et présidentielles, au-delà des journées électorales, sont clairement atteints. Nous avons pu prendre en compte l'opinion de nombreux acteurs de la société civile tunisienne, mais également de jeunes engagés pour un changement majeur en Tunisie, dans l'esprit de la Révolution de 2011.

1 - Huffpostmaghreb, 13/09/2019 : Élection présidentielle : Le Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie alerte sur de graves irrégularités en Belgique

https://www.huffpostmaghreb.com/entry/election-presidentielle-le-comite-de-vigilance-pour-la-democratie-en-tunisie-alerte-sur-de-graves-irregularites-en-belgique_mg_5d7b7b63e4b077dcbd5c83bf

2 - Jawharafm, 13/09/2019 : PRESIDENTIELLE 2019 - BELGIQUE : LE COMITE DE VIGILANCE POUR LA DEMOCRATIE EN TUNISIE DENONCE PLUSIEURS IRREGULARITES DANS LE PROCESSUS ELECTORAL

<https://www.jawharafm.net/fr/article/presidentielle-2019-belgique-le-comite-de-vigilance-pour-la-democratie-en-tunisie-denonce-plusieurs-irregularites-dans-le-processus-electoral/315/70872>

3 - Tunivisions.net, 11/10/2019 «جمعية اليقظة من أجل الديمقراطية تصدر تقريرها الاول لمراقبة الانتخابات التشريعية»

<https://ar.tunivisions.net/74527/%d8%ac%d9%85%d8%b9%d9%8a%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d9%8a%d9%82%d8%b8%d8%a9-%d9%85%d9%86-%d8%a3%d8%ac%d9%84-%d8%a7%d9%84%d8%af%d9%8a%d9%85%d9%82%d8%b1%d8%a7%d8%b7%d9%8a%d8%a9-%d8%aa%d8%b5%d8%af%d8%b1-%d8%aa/>

4 - Mosaiquefm, 11/10/2019, «التشريعية: تقرير جمعية اليقظة من أجل الديمقراطية»

<https://www.mosaiquefm.net/ar/%d8%A8%D9%8A%D8%A7%D9%86%D8%A7%D8%AA-%d8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3/621224/%d8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B4%D8%B1%D9%8A%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%d8%AA%D9%82%D8%B1%D9%8A%D8%B1-%d8%AC%D9%85%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%d8%A7%D9%84%D9%8A%D9%82%D8%B8%D8%A9-%d9%85%D9%86-%d8%A3%D8%AC%D9%84-%d8%A7%D9%84%D8%AF%D9%8A%D9%85%D9%82%D8%B1%D8%A7%D8%B7%D9%8A%D8%A9>

5 - Elfagr, 06 octobre 2019, «الانتخابات "التشريعية التونسية" تحقق نسب مشاركة ضعيفة»

<https://www.elfagr.com/3740695>

6 - Tuniscope, 13/09/2019, «Des bureaux de vote en Belgique ont été changés sans alerter les électeurs»

<https://www.tuniscope.com/article/184229/culture/associations/association-552514>

7 - Kapitalis, 17 octobre 2019, «Rapport de la PDCTE sur les conditions du vote des Tunisiens à l'étranger»

<http://kapitalis.com/tunisie/2019/10/17/rapport-de-la-pdcte-sur-les-conditions-du-vote-des-tunisiens-a-letranger/>

8 - Jawharafm, 10/10/2019 «Le CVDT publie son premier rapport concernant les élections législatives»

<https://m.jawharafm.net/fr/article/le-cvdt-publie-son-premier-rapport-concernant-les-elections-legislatives/314/71367?fbclid=IwAR1x8xqha6TZqrEum7EAJBtyViT6lnS5X8DkSHn71aZ2xppqWSgMWR455XUc>

Conférence-débat sur le thème des élections tunisiennes 2019

1- Vendredi 25 octobre 2019

Café Politique: Analyse du résultat des élections tunisiennes.

Le Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie - Belgique a organisé son 1er café politique avec comme intervenant Monsieur Habib Kazdaghli, Doyen de la faculté des lettres, des arts et des humanités de La Manouba qui viendra apporter ses lumières à cette soirée.

2- Dimanche 10 novembre 2019

Café Politique: Tunisie, Révolution inachevée.

Le Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie - Belgique a organisé son 2iem café politique avec comme intervenant Monsieur Youssef Seddik, philo-sophe, anthro-po-logue et isla-mo-logue tuni-sien spécia-liste de la Grèce antique et de l'anthropologie du Coran qui viendra apporter ses lumières à cette soirée.

Au Centre Socioculturel tunisien à Bruxelles, Place du Champ de Mars 2-3, 1050 Ixelles.



Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie

Avec le soutien:

- Bureau International Jeunesse (BIJ)
- Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB)
- Wallonie-Bruxelles International (WBI)
- Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH)